

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 147 (2002)
Heft: 12

Artikel: Trafic d'êtres humains ; La route des Balkans : sur la piste d'une liberté volée
Autor: Bjelica, Jelena
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346338>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Trafic d'êtres humains – La route des Balkans

Sur la piste d'une liberté volée

La dernière maison du village de Miratovac dans le sud de la Serbie se trouve à 500 m de la frontière avec la Macédoine. Son sous-sol abrite l'épouse et les trois enfants d'Agim Ibro Aglushi. Au milieu des années 1980, Ibro était maquereau à Belgrade et il gérait « cinq prostituées devant l'hôtel Slavija ». Aujourd'hui, après l'échec de sa dernière tentative de contrebande, « quand la police serbe m'a confisqué une machine à laver », il séjourne dans cette pièce de la maison de son frère, qui lui sert à la fois de salon et de chambre à coucher.

■ Jelena Bjelica¹

Le village albanophone de Miratovac compte plus de 700 maisons, mais près de 60% des habitants vivent en Allemagne, en Autriche ou en Suisse. A cause de la proximité de la frontière, la plupart des hommes font traditionnellement de la contrebande. « Avant la guerre on vivait bien de ça. On faisait passer de la farine, de l'huile, du pétrole, et parfois des hommes, roumains pour la plupart », se lamente Ibro. Les habitants de villages comme Miratovac ou celui voisin de Slavujevac jouent un rôle-clé dans les réseaux du trafic d'êtres humains. Ils connaissent tous les sentiers de chèvre et les raccourcis le long d'une frontière mal gardée. Ils sont les seuls à profiter de la végétation pour passer inaperçu jusqu'aux villages de Lojane et atteindre Kumanovo, en Macédoine.

Selon P.P., du village à majorité albanais de Strezovac, « une Moldave a été récemment vendue pour 1200 euros. (...) »

On dit que le patron d'un bar en Macédoine avait appelé quelqu'un en Serbie pour lui demander s'il avait une fille. Puis on a engagé un Serbe de Slavujevac pour la faire passer jusqu'à Kumanovo. (...) Ce sont en général des Serbes qui font ce type de trafic, puisque la police ne leur fait rien quand ils se font attraper, contrairement aux Albanais. » P.P. se plaint du comportement discriminatoire de la police...

D'après Sinisa Antonijevic, inspecteur à la police de Vranje, « on travaille depuis des années sur ce problème, et certains réseaux importants ont été démantelés. » Mais P.P. affirme que « la liaison fonctionne toujours. » La route balkanique du trafic d'êtres humains figure dans les dossiers des policiers, depuis la chute du rideau de fer et de l'arrivée de nombreux soldats étrangers dans les Balkans. Elle comprend deux grands axes principaux, dont l'un transite par Belgrade vers le Kosovo, la Macédoine, le Monténégro et la Bosnie,

l'autre passe par la Macédoine vers la Grèce et l'Albanie. Il y aurait également une route entre l'Albanie et l'Italie, citée depuis des années dans les études sur l'immigration illégale et le trafic humain.

Via Belgrade

« Oui, j'en ai conduit. On sait tout de suite que ce sont elles. Apeurées, introverties, muettes », raconte N.N., un ancien chauffeur de camionnette sur la ligne Cop (Ukraine) – Belgrade. Une fois par semaine, quand cette camionnette arrive devant la gare de Belgrade, certaines de ces femmes parties à la recherche d'une vie meilleure se retrouvent enfermées dans des appartements de banlieue, où elles seront ensuite violées, battues et maltraitées psychologiquement et physiquement. Ces dernières années, après les bombardements, certaines femmes que cet homme a conduites ont été battues. C'est lui qui gardait leurs passeports lors de ce voyage de 14 heures.

¹ Née à Belgrade, Jelena Bjelica travaille à plein temps dans un journal de Belgrade. Elle a collaboré à Radio Free Europe comme correspondante à Pristina, à l'Agence France Presse et à l'hebdomadaire Dani (Macédoine).

Ces six derniers mois, la police serbe a lancé une série d'opérations contre les organisateurs de cette nouvelle forme d'esclavage... Les plus redoutables criminels n'ont toujours pas été arrêtés, ce qui prouve que l'*underground* de Belgrade est strictement divisé en zones d'influence.

L'arrestation de Rade Spalevic, patron du motel Casanova près de Pancevo, qui fait partie depuis longtemps de ce milieu, démontre l'existence d'un groupe, mais il est certain qu'il en existe d'autres à Belgrade, qui entretiennent des liens proches avec d'autres groupes mafieux de l'ex-Yougoslavie.

Le trafic au-delà de la frontière fonctionne de la même manière. Entre la Serbie et la Republika Srpska, la route principale passe à travers la Drina, alors qu'en Bosnie elle se situe dans le triangle Bijeljina - Brcko - Tuzla. A la frontière orientale de la Serbie vers la Roumanie et la Bulgarie, le trafic s'effectue, soit par le Danube, soit par les massifs montagneux.

Une fois que la victime se retrouve à Belgrade, elle sera vraisemblablement revendue à plusieurs reprises et elle pourra être déplacée en Macédoine par Slavujevac, vers la Republika Srpska par la Drina, au Kosovo par Mitrovica ou Novi Pazar, au Montenegro par la route principale.

Kumanovo - Struga

Emilia, 18 ans, de la minorité turque de Bosnie, travaille depuis trois ans comme danseuse du ventre dans le bar *Do-*

lar, près de Tetovo. «Je me sens comme chez moi ici. Le patron est super. Nous sommes sept et il nous laisse sortir chaque jour, quand on veut», raconte Turkaye, attablée à sa «place de travail» dans ce bar du village de Kamjan, sur la route montagneuse Tetovo - Gostivar. Elle est venue en Macédoine par Nis, sur suggestion d'un ami de son père, qui habite l'Italie depuis des années. On peut gagner entre 1000 et 1500 euros par mois...

«Je ne travaille pas en tant que prostituée. Le patron ne me force pas à avoir des relations

sexuelles avec les clients. Si quelqu'un me demande des faveurs sexuelles, c'est à moi de décider si je veux aller avec lui dans un autre hôtel», explique naïvement Emilia, comme si elle menait une vie idéale dans ce bar perdu, fréquemment visité par des commandants de l'ex-Armée de libération nationale (albanaise) de Macédoine. D'après elle, les filles du bar Diana, éloigné d'un kilomètre, sont forcées à se prostituer. «Les patrons les battent et ne les laissent pas sortir», explique-t-elle, alors qu'on promet de garder secrète cette

Chaque année selon des estimations officielles, environ 120000 jeunes personnes d'Europe de l'Est sont introduites illicitement en Europe occidentale pour y être contrainte à travailler dans l'industrie du sexe. Le trafic de chair humaine est une activité lucrative qui augmente en permanence dans le monde depuis les années 1970. L'augmentation est cependant massive dans le Sud-Est de l'Europe où des bandes bien organisées engrangent des bénéfices par milliards, pratiquement sans opposition des autorités. La peur et l'humiliation retiennent les victimes de dénoncer leurs tortionnaires, elles savent pertinemment qu'en tant que prostituées travaillant dans l'illégalité, elles seraient les premières à se retrouver arrêtées par la police et expulsées du territoire.

C'est un fait que jusqu'ici il est très rare que ces «négriers» modernes aient été condamnés. Ainsi, sur les 83 femmes «libérées» en janvier de cette année par la police serbe lors d'une razzia de grande envergure, toutes - sauf cinq d'entre elles - ont été arrêtées, puis expulsées. Des plaintes n'ont été déposées que contre cinq propriétaires de bars, soupçonnés de trafic de chair humaine.

Il manque encore la volonté politique pour contrecarrer efficacement le trafic d'êtres humains, un élément important de la criminalité internationale. Cette situation est étonnante, dans la mesure où le trafic de chair humaine constitue, non seulement une des pires violations des droits de l'homme, mais met aussi en danger la stabilité et la sécurité de la communauté européenne dans son ensemble.

Valérie Nàdray
Swiss Peace Supporter 2/2002

conversation menée au nez des anciens maquisards.

En 2001, selon les données du bureau de Skopje de l'Organisation internationale des migrations (IOM), 181 victimes sont passées par son centre de transit. Pour sa part, le bureau de Belgrade a hébergé, ces dix derniers mois, 65 victimes de la prostitution forcée. Une victime sur deux est d'origine moldave. D'après le chef de mission de l'IOM à Skopje, Tomas de Kataldo, «il faudra du temps pour que ce problème régional soit résolu, car il s'agit d'organisations criminelles avec des liens transnationaux et régionaux. (...) On peut s'attendre à ce que le problème empire dans les années à venir, mais il est bien qu'en Macédoine ces femmes soient reconnues en tant que victimes, pas comme des immigrantes illégales ou prostituées.» Le bureau a localisé deux axes principaux de trafic d'êtres humains: l'un par la Serbie, via Kumanovo à destination de la Grèce, de l'Albanie et de l'Europe de l'Ouest; l'autre par la Bulgarie et la Turquie.

Leku

Au poste-frontière de Sveti Naum, entre les lacs d'Ohrid et de Prespa, règne un silence total. Selon les douaniers, seule une centaine de personnes traversent la frontière, principalement des personnes du coin qui rendent visite à leurs proches à Pogradec en Albanie ou à Ljubaniste, du côté macédoine. Aucune Ukrainienne, Roumaine ou Russe n'a tenté de passer la frontière, affirme-t-on.



Que fait la police ?

De l'autre côté du lac Ohrid, au poste-frontière de Cafasan, près de Struga, la situation apparaît différente. D'après ce que disent des habitants, Dilaver Leku est «le chef auto-proclamé de la mafia régionale». Son nom est lié aux bars de Velesta, la localité voisine qui compte 6000 habitants pour plus d'une dizaine de bars tels que le Kazablanka ou le Ferrari. On dit qu'il avait été informé d'un raid des unités spéciales de la police macédoienne dans ses bars et qu'il avait invité quelques chefs de la police de Struga ce soir-là, pour qu'ils se fassent prendre en flagrant délit!

Selon Nuriya Djaku, membre de l'ONG féminine albanaise Aureola, il y aurait actuellement à Struga et aux environs près de 90 «femmes-victimes», mais les chiffres ne cessent de varier. «Nous avons essayé d'entrer en contact avec elles, mais elles ont très peur, parce

qu'elles sont sous constante surveillance», dit Nuriya, qui ajoute que les femmes à Veleste sont déprimées par la présence d'autant de bars dans la région. Le médecin généraliste local a été témoin des blessures d'une femme qui travaillait dans un bar de Veleste. Il l'a trouvée gisant au sol, couverte de plaies. Après examen, on lui a demandé de ne rien raconter de ce qu'il avait vu.

Leku a récemment ouvert, grâce à l'argent du trafic d'êtres humains, l'hôtel Bem, à quelques kilomètres de Cafasan. Il prétend que ses affaires vont mal depuis le début 2001, à cause de la crise en Macédoine. «La saison touristique a été faible, et le bar à filles de l'hôtel a été fermé pour manque de permis.» Pendant que Leku parle, une chanteuse folk aux longs cheveux noirs entre en scène. Sa femme m'explique qu'elle va chanter une chanson folk serbe... Je suis du regard

trois gorilles qui ne quittent pas la table des chanteuses aux habits modestes mais chers. Je vais apprendre que deux d'entre elles ont dansé dans des *strip-tease bars* en Suisse, grâce à l'intermédiaire de Leku.

Albanie

Après la chute d'Enver Hoxha et l'ouverture de l'Albanie après cinquante ans d'hostilité envers le monde entier, la fièvre migratoire s'est emparée du pays. Depuis la presqu'île de Karaburun, des bateaux atteignant des vitesses de 60 noeuds marins transportent vers l'Italie leur « précieuse cargaison » de marijuana et d'émigrants. La région du port de Vlora est riche en plantations d'olives, mais aussi de cannabis indien.

Selon les données de IOM Tirana, près de 30000 Albanaises se prostituent en Italie. Les matelots disent qu'en Albanie, il n'y a pas d'autre perspective. « Le gouvernement nous fait marcher; les seules activités profitables sont la contrebande et le tourisme. » Tout le monde est impliqué dans le trafic d'êtres humains, depuis ceux qui se taisent, jusqu'à ceux qui offrent leurs services.

Pour quelque 150000 leks (1500 euros), on peut facilement se procurer à Vlora un visa italien falsifié. En quelques heures, on peut atteindre l'Italie, éloignée d'à peine 60 milles nautiques. « Le problème principal en Albanie n'est pas la police corrompue, mais le fait que tout le monde est impliqué, à un tel point qu'on

ne sait pas qui fait quoi », raconte Frank Ludvige, du bureau pour les droits de l'homme de l'OSCE à Tirana. Selon lui, l'Albanie, dont 58% du budget dépend des donations étrangères, subit « un léger chantage » de la communauté internationale pour entreprendre quelque chose contre le trafic d'êtres humains.

Quoi qu'il en soit, il faudra attendre longtemps avant que le gouvernement albanais entreprenne ce « quelque chose ». Une des rares personnes qui avaient pris au sérieux la recommandation de la communauté internationale, le chef de la police de Fier Xhevat Sala, a été licencié récemment après la nomination du nouveau ministre de l'Intérieur. Selon Sala lui-même, les grands chefs de la mafia auraient pressé le ministre de le limoger.

Les activités de Sala dans la commune de Fier (Mala Kastrë, Lusnja, Fier et les villages



Une « artiste ».

voisnants) visaient à combattre le trafic d'êtres humains et de narcotiques. Selon une statistique, il ne resterait dans la commune de Fier que 17 champs de marijuana contre 116 en 1999. Sala avait construit de sa propre initiative, dans la cour du commissariat de police, un centre d'hébergement pour les victimes du trafic expulsées d'Italie. Lors de leur séjour dans ce centre, Sala et ses officiers recueillaient des témoignages qui leur permettaient de poursuivre leurs enquêtes et arrestations. Sala a également œuvré en faveur de la légalisation de la prostitution, comme dans les années 1940, sous occupation italienne, car une telle décision faciliterait grandement le travail de la police.

Victime

Dans le centre d'hébergement de la police de Fier, j'ai rencontré A.A., une Albanaise de 24 ans, originaire de Mala Kastrë, qui est partie en octobre 1998 en Europe de l'Ouest avec son « petit ami ». Quelques mois plus tard, elle a été obligée de se prostituer dans les rues de Venise. A.A. est petite de taille, et son front haut et ses grands yeux noirs brillent d'intelligence. Elle a eu de la chance que Sala ait été encore en place car, selon les observateurs internationaux, « la police emprisonne les femmes dans des conditions très difficiles ». Elle a été rapatriée en Albanie, après avoir été arrêtée sans papiers. Les deux dernières années en Italie, depuis qu'elle avait dénoncé son « petit ami et maquereau », elle a

continué à subvenir à ses besoins en se prostituant et à payer une école qu'elle n'a pu achever avant son expulsion.

«Quand nous sommes arrivés en Italie, il m'a demandé de sortir dans la rue et de commencer à travailler. J'ai refusé. Il a pris une bouteille de bière et il s'est approché de moi...», raconte A.A. d'une voix basse et sereine, alors que son regard se perd dans le lointain. «J'ai travaillé chaque nuit de 21h à 3h du matin, en minijupe et en bottes à talons hauts. Il était toujours là, il me surveillait du coin de la rue... Il avait toujours besoin d'argent pour la drogue», se rappelle-t-elle.

Selon Elinda Haniti, de l'ONG Feu de Vlora, 67 des 93 personnes que cette association a aidées étaient de nationalité albanaise. 70 étaient victimes de la prostitution, et 23 des immigrés illégaux. Feu propose aux victimes divers programmes de réintégration, depuis des ateliers de couture aux cours d'informatique. D'après les sociologues, le plus grand problème est le renouvellement des



Une future victime ?



Un quartier chaud...

relations des victimes avec leur propre famille qui, entre temps, les ont rejetées. «D'habitude, nous contactons la personne qui protégeait la victime quand elle vivait encore dans la maison familiale. Ensuite nous essayons de faire comprendre à la famille que, si elle n'accueille pas la victime, elle sera responsable de son retour dans la rue», explique Haniti. Les femmes que cette organisation aide, dit-elle, «sont confuses, elles souffrent d'une perte d'identité et elles rejettent leur corps, source de tous les ennuis. C'est la raison pour laquelle elles se coupent fréquemment les veines, qu'elles s'auto-mutilent et qu'elles lavent obsessivement leurs mains et leur corps.»

A.A. voudrait retourner en Italie pour terminer ses études, car elle n'a aucune perspective en Albanie. Elle travaillerait à nouveau comme prostituée. Alors que je quitte ce centre d'accueil, elle part prendre une douche, comme pour laver tou-

te cette saleté qu'elle vient de raconter.

Le trafic d'êtres humains est un problème sécuritaire européen

Le trafic d'êtres humains pose deux problèmes de nature différente mais d'égale importance. Le premier, c'est qu'il est une atteinte directe aux droits de l'homme, puisqu'il s'agit d'une nouvelle forme d'esclavage. Nous ne pouvons pas entrer dans le XXI^e siècle avec un tel problème ! Il s'agit de considérer ce trafic en dehors du contexte de la prostitution forcée et des abus des droits de l'homme, pour le relier au crime organisé et au combat contre le terrorisme. Nous devons traiter la question comme relevant de la sécurité en Europe et une menace contre la future intégration européenne. Le trafic d'êtres humains s'est tellement développé ces dernières années qu'il représente une des principales

sources de revenu du crime organisé, parce que le risque est faible et les profits énormes. Il représente une prise de risque bien moindre que le trafic d'armes ou de narcotiques, car ce que l'on peut perdre dans ce trafic, ce n'est que de la « matière brute » qui peut facilement être remplacée.

En Europe, combien de grands trafiquants sont en prison ? On peut les compter sur les doigts de la main. Dans un tel contexte, l'intérêt des ma-

fias est de développer le *business*, d'infiltrer les autorités, de se rapprocher des milieux politiques influents. En ne faisant rien pour l'empêcher, nous créons une Europe dont nous ne voulons pas. Ce trafic pourrait « tuer » l'espace Schengen, la liberté de mouvement, car les gouvernements vont vouloir durcir leur politique d'immigration.

La dimension terroriste du problème réside dans le fait que ces réseaux ne peuvent

fonctionner qu'à travers des frontières internationales et qu'ils nécessitent de bons appuis logistiques, ce qui correspond à ce que recherchent les groupes terroristes. « Il existe de bons indices que des groupes terroristes utilisent des réseaux du crime organisé en Europe du Sud-Est », avertit Gerard Schtudman, directeur du bureau de l'OSCE pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme.

J. B.

La route du trafic d'êtres humains en Europe centrale

La Slovaque Kristina (21 ans) et la Tchèque Diana (20 ans) travaillent comme prostituées sur l'autoroute E 55, près de Teplice, en Sudézie. A 5 km du poste-frontière très agité de Cinovec, devant l'un des dizaines de bars fréquentés par les voisins allemands, ces deux fausses blondes dansent sur le trottoir au son de la musique qu'on entend à travers la fenêtre. Kristina, aux jambes aussi longues que sa jupe est courte, paraît amicale. Alors qu'elle m'invite pour un café, qui coûterait, avertit-elle 1000 krana (33 euros), le patron écarte les rideaux du bar et me demande de partir d'un geste furtif de la main.

Selon Jitka Gjurichova, directrice de la section de Prévention criminelle de la police tchèque, il y aurait dans cette région frontalière plusieurs centaines de prostituées, pour la plupart slovaques, tchèques et gitanes. A cause de sa position géographique, la République tchèque est également un lieu de transit pour le trafic de femmes de l'ex-Union soviétique, dont le nombre pour ces deux dernières années est estimé à plusieurs milliers.

« Il n'y a pas de barrière linguistique entre le maquereau et la victime, ce qui est une raison de plus pour la floraison du trafic », explique Gjurichova. Dans l'hôtel cinq étoiles Bihac à Duby, propriété de Hazim Halilagic, les quelques filles de Russie se tiennent entre elles, elles refusent tout contact avec des étrangers qui ne sont pas des clients potentiels et, contrairement aux prostituées de la rue, elle sont habillées plus chic et plus cher.

La loi pénale tchèque ne considère pas la prostitution comme un délit, mais le trafic de femmes est sanctionné et prévoit une peine de 8 à 12 ans de prison s'il s'agit d'un groupe organisé, si la victime est mineure ou retardée mentale, ou si ce trafic a eu des conséquences graves pour sa santé. « Nous essayons de faire changer la loi, parce qu'elle ne punit que le trafic de femmes depuis la Tchéquie vers un autre pays », dit une activiste de l'ONG tchèque La strada. Cette ONG travaille dans la prévention, mais aussi dans la réintégration des victimes. Plus de 80 femmes sont passées par son centre d'accueil, la plupart originaire de l'ex-Union soviétique. Selon Gjurichova, le prix des faveurs sexuelles est plus élevé en Autriche ou en Allemagne, ce qui incite beaucoup de femmes à faire passer volontairement ces frontières.